

RECEIVED 11 DEC 2007  
UNDF.

Arusha, le 10 décembre 2007

Prisonniers politiques de l'ONU  
Centre de Détention de l'ONU  
Arusha – Tanzanie

À l'honorable Juge C.M. Dennis Byron, Président du TPIR,  
Arusha – Tanzanie

**Objet: Protestation contre la requête du Procureur aux fins de transfert  
du dossier de Jean Baptiste Gatete au Rwanda**

Monsieur le Président,

Par lettre vous adressée le 05 octobre 2007, les détenus du Centre de Détention de l'ONU à Arusha (UNDF) ont dénoncé les requêtes du Procureur du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) aux fins de transfert des dossiers de Yusuf Munyakazi, Gaspard Kanyarukiga et Ildephonse Hategekimana vers les juridictions rwandaises. En date du 28 novembre 2007, le Procureur a déposé une autre requête aux fins de transfert du dossier de Jean Baptiste Gatete également au Rwanda.

Face à cette nouvelle requête, nous, Prisonniers politiques de l'ONU signataires de la présente, voulons dénoncer, une fois de plus, les manœuvres du Procureur du TPIR en complicité avec le gouvernement rwandais visant à permettre au régime de Kigali d'avoir le contrôle sur la vie et la mort des Hutu accusés ou condamnés par le TPIR et à assurer l'impunité aux membres du Front Patriotique Rwandais (FPR). Nous n'avons pas l'intention de reprendre les arguments développés dans la lettre du 05 octobre 2007 et qui sont toujours valables pour fonder notre opposition au transfert au Rwanda du dossier de M. Gatete. Nous devons souligner, cependant, que le cas de Jean Baptiste Gatete est particulièrement scandaleux. En effet, non seulement son droit d'être jugé sans retard excessif a été largement violé puisqu'il est détenu par le TPIR depuis septembre 2002, mais aussi, en déposant sa requête, le Procureur a fait fi de la décision de la Chambre de première instance I du 18 avril 2007 fixant le début du procès de Gatete en janvier 2008 au plus tard<sup>1</sup>.

Monsieur le Président,

Vous savez que nous ne sommes pas les seuls à nous être opposés au transfert de dossiers au Rwanda. En effet, diverses personnes physiques et morales se sont exprimées pour dénoncer cette démarche du Procureur. Certaines associations internationales ont même demandé d'intervenir en qualité d'*Amicus curiae* devant les Chambres saisies des requêtes de transfert pour les éclairer sur l'inopportunité de transférer des dossiers au Rwanda.<sup>2</sup> Elles sont toutes unanimes

<sup>1</sup> La décision a été prise au cours de la conférence de mise en état du 18 avril 2007

<sup>2</sup> Amnesty International, Human Rights Watch, International Criminal Defense Attorneys Association (ICDAA)

pour affirmer que ce pays ne remplit pas les conditions pour garantir des procès équitables aux accusés qui y seraient transférés, notamment du fait même que les juridictions et le système judiciaire rwandais sont sous l'emprise des dirigeants du FPR qui sont eux-mêmes accusés d'être responsables de crimes contre le droit international humanitaire commis au Rwanda en 1994 et sont donc justiciables devant le TPIR.

Par sa récente requête aux fins de transfert du dossier de M. Gatete au Rwanda, le Procureur démontre encore une fois son allégeance au régime FPR. En effet, M. Gatete se trouve dans le collimateur des dirigeants du FPR depuis le début de leur invasion du Rwanda en octobre 1990. Depuis, ils ont cherché à l'éliminer physiquement mais heureusement sans pouvoir l'atteindre. L'ajouter aussi tardivement sur la liste des accusés à transférer alors que le début de son procès est déjà programmé laisse penser que les dirigeants du FPR ont fait pression pour le faire juger par leurs propres tribunaux et lui réserver le sort de leur choix.

Quant à nous, nous estimons que le TPIR ne devrait se dessaisir d'aucun dossier au profit des juridictions rwandaises. En effet, tous les dossiers dont le Procureur demande le transfert au Rwanda sont prêts pour être jugés par le TPIR. Ils peuvent être clôturés, en Première instance, avant la fin de l'année 2008. Dès lors, le Procureur du TPIR n'a aucune raison de demander le transfert contre quatre accusés sur six en attente de procès surtout au moment où cinq sièges du TPIR ont clôturé, avant décembre 2007, la présentation des moyens de preuves par les parties<sup>3</sup> et sont en principe disponibles aujourd'hui pour entamer d'autres affaires.

Nous sommes convaincus que les requêtes du Procureur aux fins de transfert des dossiers au Rwanda ont des visées plutôt politiques que judiciaires. C'est pourquoi nous demandons au Président et aux Juges du TPIR de ne pas s'associer à cette machination en réaffirmant le droit de ces accusés à des procès équitables ; ce que les juridictions rwandaises ne sont pas en mesure de leur garantir. Une telle position sera pour l'opinion publique, surtout les organismes de défense des droits de la personne humaine qui suivent avec attention l'évolution de la situation, une manifestation claire d'indépendance et d'impartialité du Tribunal vis-à-vis du régime du FPR. Nous sommes d'avis qu'au lieu de gaspiller le temps et les ressources du TPIR dans ces procédures aux fins politiques, tout devrait être mis en œuvre pour entendre sans délai les affaires de tous les six accusés en attente de procès dans la prison de l'ONU à Arusha<sup>4</sup> d'autant plus que cinq sièges sont en principe disponibles actuellement. Au cas où le Procureur ne serait pas prêt à commencer l'un ou l'autre procès, cela voudrait dire que son dossier serait vide et qu'il faudrait relâcher l'accusé concerné plutôt que de le livrer au régime FPR.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Les signataires : Voir la liste en annexe

---

<sup>3</sup> Il s'agit des Affaires : le Procureur vs Tharcisse Renzaho (ICTR-97-31-T), le Procureur vs Emmanuel Rukundo (ICTR-01-70-T), le Procureur vs Simon Bikindi (ICTR-01-72-T), le Procureur vs Siméon Nchamihigo (ICTR-01-63-T) et le Procureur vs Protais Zigiranyirazo (ICTR-01-73-T).

<sup>4</sup> Il s'agit de: Yusuf Munyakazi, Gaspard Kanyarukiga et Ildephonse Hategekimana, Jean Baptiste Gatete, Ephrem Setako et Callixte Kalimanzira.

Copie pour information:

- Président du Conseil de Sécurité de l'ONU ;
- Secrétaire Général de l'ONU ;
- Honorables Juges du TPIR (tous) ;
- Monsieur le Greffier du TPIR, à Arusha ;
- Monsieur le Procureur du TPIR, à Arusha ;
- Madame/Monsieur l'Avocat(e) de la Défense (tous) ;
- Monsieur le Président de l'ADAD, à Arusha ;
- Commission des Droits de l'homme, à Genève ;
- Commission Internationale des Juristes, à Genève ;
- Association Américaine des Juristes ;
- Association internationale des Juristes démocrates, New Delhi ;
- Cour Européenne de Justice ;
- Cour Européenne des Droits de l'Homme, à Strasbourg ;
- Cour Africaine des Droits de l'Homme ;
- Amnesty International à Londres ;
- Familles des signataires ;
- Centre de lutte contre l'impunité et l'injustice au Rwanda, à Bruxelles ;
- Forces Démocratiques Unifiées (FDU) ;
- Association Dukomere, à Bruxelles ;
- Avocats sans frontière, à Paris ;
- FIDH, à Paris;
- Human Rights Watch;
- La Presse.

Liste des signataires de la lettre du 10 décembre 2007 adressée au Président du TPIR  
dont l'objet est : «Protestation contre la requête du Procureur aux fins de transfert  
du dossier de Jean Baptiste Gatete au Rwanda»

1. BARAYAGWIZA Jean Bosco

2. BIKINDI Simon

3. BIZIMUNGU Augustin

4. GACUMBITSI Sylvestre

5. GATETE Jean Baptiste

6. HATEGEKIMANA Ildephonse

7. IMANISHIMWE Samuel

8. KABILIGI Gratiën

9. KAJELIJELI Juvénal

10. KAREMERA Edouard

11. KARERA François

12. KALIMANZIRA Callixte

13. MUHIMANA Mika

14. MUNYAKAZI Yusuf

15. NAHIMANA Ferdinand

16. NCHAMIHIGO Siméon

17. NDAYAMBAJE Elie

18. NDINDILYIMANA Augustin

19. NGIRUMPATSE Matthieu

20. NIYITEGEKA Eliezer

21. NSENGIYUMVA Anatole

22. NTABAKUZE Aloys

23. NTAHOBARI Shalom Arsène

24. NTEZIRYAYO Alphonse

25. NYIRAMASUHUKE Pauline

26. NZIRORERA Joseph

27. RENZAHO Tharcisse

28. RUTAGANDA Georges

29. SAGAHUTU Innocent

30. SEMANZA Laurent

31. SETAKO Ephrem

32. SIMBA Aloys

33. ZIGIRANYIRAZO Protais

Arusha, December 10, 2007

UN Political Prisoners  
UN Detention Facility  
Arusha – Tanzania

Honorable Judge Dennis C.M. Byron, President of the ICTR,  
Arusha – Tanzania

**Subject: Protest against the Prosecutor's motion to transfer the case  
of Jean Baptiste Gatete to Rwanda**

Mr. President,

By letter addressed to you on October 5, 2007, the detainees of the Arusha UN Detention Facility (UNDF) denounced the motions of the Prosecutor of the International Criminal Tribunal for Rwanda (TPIR) to transfer the cases of Yusuf Munyakazi, Gaspard Kanyarukiga and Ildephonse Hategekimana to Rwandan jurisdictions. On 28 November 2007, the Prosecutor filed another motion to transfer the case of Jean Baptiste Gatete also to Rwanda.

Faced with that new motion, we, the UN Political Prisoners, signatories of the present letter, would like to denounce, once again, the Prosecutor's maneuvers, in complicity with the Rwandan government, aimed at allowing the Kigali regime to have control over the life and death of the Hutus accused or convicted by the ICTR and at ensuring impunity to the members of the Rwandan Patriotic Front (RPF). We do not intend to repeat the arguments made in the letter of October 5, 2007, which are still relevant to found our opposition to the transfer of Gatete's case to Rwanda. However, we must emphasize that the case of Gatete is particularly scandalous. Indeed, not only his right to be tried without delay has been extensively violated because he has been detained by the ICTR since September 2002, but also when filing the motion, the Prosecutor ignored the Trial Chamber I decision on April 18, 2007 scheduling the commencement of Gatete's trial for January 2008 at the latest<sup>1</sup>.

Mr. President,

You know that we are not the only ones to be opposed to the transfer of cases to Rwanda. Of course, various individuals and associations denounced the Prosecutor's approach. Some international associations even requested to intervene as *Amicus curiae* before the Chambers which have to decide on the motions for transfer in order to shed light on the inappropriateness of transfer of cases to Rwanda<sup>2</sup>. They are all unanimous to confirm that that country does not meet

---

<sup>1</sup> The decision was rendered during the status conference held on April 18, 2007.

<sup>2</sup> Amnesty International, Human Rights Watch, International Criminal Defense Attorneys Association (ICDAA)

requirements to ensure fair trial to the accused who would be transferred there notably because of the fact that jurisdictions and judicial system in Rwanda are under the control of the RPF leaders who are themselves accused of crimes against international humanitarian law perpetrated in Rwanda in 1994 and who are consequently under the jurisdiction of the ICTR.

With his recent motion for transfer of the case of Mr. Gatete to Rwanda, the Prosecutor demonstrates once again his allegiance to the RPF regime. Indeed, Mr. Gatete has been targeted by the RPF leaders since the beginning of the invasion of Rwanda in October 1990. Since then, they sought to physically eliminate him but fortunately they did not succeed. Adding him so late to the list of the accused to be transferred whereas the beginning of his trial is already scheduled makes believe that the RPF leaders put pressure on the Prosecutor in order to have him tried by their courts and design for him the fate of their choice.

As far as we are concerned, we consider that the ICTR should not refer cases to Rwandan jurisdictions. Indeed, all the cases for which the Prosecutor requests transfer to Rwanda are ready to be tried by the ICTR. They can be finished before the end of 2008 at the Trial Chamber level. Therefore, the ICTR Prosecutor has no reason, at all, to request for transfer of four accused out of six accused awaiting trial, especially when five ICTR benches have completed the presentation of the case by the parties<sup>3</sup> before December 2007 and are theoretically available today to hear other cases.

We are convinced that the Prosecutor's motions for transfer of cases to Rwanda have rather political than judicial objectives. It is for that reason that we request the President and the judges to distance themselves from that machination by reaffirming the right of the accused to a fair trial which Rwandan jurisdictions are not able to ensure. Such a position would be for the public opinion and, particularly, for organizations for the defense of human rights, which are following closely the evolution of the situation, a clear manifestation of independence and impartiality with respect to the RPF regime. We support the view that instead of wasting time and ICTR resources in those proceedings for political objectives, everything possible should be done to hear, without delay, the cases of the six accused awaiting trial in the Arusha UN Detention Facility<sup>4</sup>, since five ICTR benches are now, in principle, available. In case the Prosecutor would not be ready to commence one or another trial, this would mean that there is no case and that the concerned accused should be released instead of handing over him to the RPF regime.

Sincerely yours.

The signatories: see the attached list

---

<sup>3</sup> Those cases are: The Prosecutor v. Tharcisse Renzaho (ICTR-97-31-T), the Prosecutor v. Emmanuel Rukundo (ICTR-01-70-T), the Prosecutor v. Simon Bikindi (ICTR-01-72-T), the Prosecutor v. Siméon Nchamihigo (ICTR-01-63-T) and the Prosecutor v. Protais Zigiranyirazo (ICTR-01-73-T).

<sup>4</sup> Those accused are: Yusuf Munyakazi, Gaspard Kanyarukiga et Ildephonse Hategekimana, Jean Baptiste Gatete, Ephrem Setako et Callixte Kalimanzira,

Copy to:

- The President of the UN Security Council;
- The UN Secretary General;
- The ICTR Judges (all);
- The ICTR Registrar, Arusha;
- The ICTR Prosecutor, Arusha;
- Defense Lawyers (all);
- ADAD President, Arusha;
- Commission for Human Rights, Geneva;
- International Commission of Jurists, Geneva.
- American Association of Jurists;
- International Association of Democratic Jurists, New Delhi.
- European Court of Justice;
- European Court for Human Rights, Strasbourg;
- African Court for Human Rights;
- Amnesty International, London;
- Families of the signatories;
- Center fighting against Impunity and Injustice in Rwanda, Brussels;
- FDU (Forces Démocratiques Unifiées);
- Dukomere Association, Brussels;
- Lawyers Without Borders, Paris;
- FDIH, Paris;
- Human Rights Watch, New York;
- The press.